

*Loin des oiseaux, des troupeaux, des villageoises,
Que buvais-je, à genoux dans cette bruyère
Entourée de tendres bois de noisetiers,
Dans un brouillard d'après-midi tiède et vert ?
~Arthur Rimbaud, « Une saison en enfer »*

Les Verts et/ou Macron : la lutte pour le centre

Par Pauline Graulle

Les deux formations politiques de Europe Écologie Les Verts (EELV) et La République En Marche (LREM) se disputent l'électorat centriste. Mais alors que le mouvement d'Emmanuel Macron se déporte vers la droite, les écologistes français sont « entravés » dans leur mue par une base militante qui les tire vers la gauche.

Une élection, deux vainqueurs. Les européennes de mai 2019 ont consacré deux formations dans le paysage politique français. Pourtant engluée dans la crise des gilets jaunes, plus long mouvement social de l'histoire de la Ve République, la jeune formation d'Emmanuel Macron a réussi son ancrage lors de ce premier scrutin intermédiaire depuis la présidentielle. La République en Marche (LREM) a recueilli 22,4 % des suffrages, à quelques points du Rassemblement National, arrivé premier, comme en 2014.

Ruiné, vidé de ses figures emblématiques et de ses militants, les Verts, que l'on croyait moribonds – au point de n'avoir pas présenté de candidat à la dernière présidentielle –, ont eux aussi réussi à tirer leur épingle du jeu. Non seulement le parti écologiste a réuni près de 3 millions de voix. Mais il a effectué une percée spectaculaire dans l'électorat jeune, un quart des 18-24 ans lui ayant apporté son soutien. Un bon score qui a offert à Europe Ecologie-Les Verts (EELD) d'occuper la troisième place, avec 13,5 % des suffrages le 26 mai dernier, loin devant La France insoumise et le reste de la gauche. Et qui lui permet aujourd'hui d'espérer s'imposer comme l'alternative « progressiste » au néolibéralisme d'Emmanuel Macron.



Qui gagnera la course à l'espace social-démocrate ?

Ecologistes *versus* Marcheurs : les premiers rêvent d'instaurer le match en vue de la présidentielle de 2022. Pourtant, LREM et EELV apparaissent aujourd'hui davantage comme les deux faces d'une même médaille que comme des forces antagonistes. Sur le fond, les deux formations partagent plus de points communs que l'on pourrait croire. Sur la stratégie, les deux se disputent un électorat similaire : celui du centre.

Un électorat porteur ? Pour qui se souvient des échecs successifs du Modem, le parti de François Bayrou, et de l'impossible ancrage d'un grand centre à la française, il y a toutes les raisons d'en douter. Mais les choses ont changé : l'agonie de la social-démocratie, incarnée par la déroute du Parti socialiste depuis le quinquennat de François Hollande, a ouvert un large espace entre une droite extrémisée et une gauche qui pèse à peine un quart de l'électorat. En s'imposant, avec des nuances, sur des thématiques consensuelles mélangeant libéralisme économique et progressisme sociétal, EELV comme LREM espèrent donc séduire un électorat issu de la droite comme de la gauche, afin de tenter de rassembler les 51 % de suffrages nécessaires à l'accession au pouvoir.

Certes, rien n'est encore gagné. Entre les grèves prévues contre la réforme des retraites, les mobilisations qui se multiplient contre le démantèlement du système de santé public ou la réforme de l'assurance chômage, rien ne dit qu'une offre centriste « élargie » trouvera preneur en ces temps très conflictuels qui polarisent plus qu'ils ne rassemblent.

Reste que la campagne des européennes a donné un avant-goût de ce qui pourrait attendre les Français dans la reconfiguration générale du paysage politique qui se poursuit après le « big bang » de 2017. Les deux formations ont fait vibrer la corde pro-européenne (a-critique du jeu des institutions de l'Union), portant un discours de pragmatisme consistant à « faire avec » l'existant de la politique libérale de la Commission européenne. Toutes deux ont aussi formulé la promesse du dépassement des anciens clivages. Emmanuel Macron restant sur l'affichage « et de droite et de gauche » hérité de sa stratégie victorieuse de la présidentielle ; Yannick Jadot, tête de liste EELV, prônant l'autonomie du paradigme de l'écologie politique, ce qui lui a permis de renouer avec un certain succès, avec la ligne proche du « ni de droite ni de gauche » portée il y a trente ans par Antoine Waechter, qui fut candidat pour Les Verts à la présidentielle de 1988.

Yannick Jadot n'a d'ailleurs pas caché avoir calqué son orientation stratégique sur celle des écologistes allemands, ces « realos » qui cogèrent aujourd'hui certains Länders avec la droite et



les libéraux. Une source d'inspiration qui fait dire à l'eurodéputé, qui avait un temps soutenu la candidature de Michel Barnier (du très libéral Parti Populaire Européen) dans la course la présidence de la Commission européenne, qu'EELV pourrait soutenir, au second tour, des listes de droite aux municipales de 2020. Comme il expliquait au Journal du Dimanche, le 18 août dernier :

« Un maire qui préfère les cantines bio, lutte pour conserver les commerces en centre-ville, accueille avec dignité des migrants et favorise la mixité sociale, est devenu écologiste. Divers droite, Insoumis, socialiste, sans étiquette, centriste ou communiste, peu importe son étiquette passée s'il se retrouve dorénavant dans ce grand défi et les valeurs que nous portons. »

Les alliances plastiques, les idéologies aussi ?

Une stratégie d'alliance plastique qu'avait expérimentée LREM à sa création – Emmanuel Macron allant chercher ses cadres dans les réseaux socialistes, puis, une fois au pouvoir, nommant un premier ministre proche de la droite d'Alain Juppé – maire de Bordeaux et ancien premier ministre de Jacques Chirac. Et qu'a entérinée à son tour EELV dès le lendemain des européennes : début juillet, les écolos scellaient ainsi leur union avec des micro partis écologistes d'obédience libérale (Cap 21 de Corinne Lepage ou le mouvement des écologistes indépendants d'Antoine Waechter), déportant de fait leur centre de gravité de la gauche vers le centre.

Sur le plan idéologique aussi, EELV et LREM sont moins différents qu'il n'y paraît. Les deux organisations puisent tout ou partie de leur ADN dans la pensée politique de la deuxième gauche. Côté écologistes, le Parti socialiste unifié (PSU) fut l'un des principaux incubateurs : le candidat des Verts en 1981, Brice Lalonde, en était membre. Côté République en Marche, bon nombre d'anciens responsables politiques issus du « rocardisme » – du nom de l'ancien premier ministre socialiste de François Mitterrand – ont soutenu l'ascension d'Emmanuel Macron. Une influence commune qui explique, sans doute en partie, le rejet commun du marxisme ; une préférence marquée pour la décentralisation (contre un jacobinisme très « première gauche ») ; une mise en avant de l'initiative individuelle (entrepreneuriale pour LREM, citoyenne pour les écologistes) ; une acceptation de la mondialisation (mondialisation libérale pour LREM, altermondialisme pour les écolos) ; une défense du fédéralisme sur le plan européen... Au point qu'il est difficile de dire qui d'un macroniste ou d'un écologiste s'est récemment prononcé « pour l'économie de marché, la libre entreprise et l'innovation » (la réponse est : Yannick Jadot).



Une proximité idéologique qui aide à comprendre le départ de nombreux cadres écologistes qui ont, apparemment sans trop forcer leur nature politique, rejoint ces dernières années la formation macroniste. On pense bien sûr à la greffe – ratée – de Nicolas Hulot ou de François de Rugy, les deux éphémères ministres de l'écologie du gouvernement d'Edouard Philippe. Mais aussi à Pascal Durand, ancien secrétaire national d'EELV, et à Pascal Canfin, ancien ministre de François Hollande, tous deux passés, avec armes, bagages (et fracas), sur la liste de la marcheuse Nathalie Loiseau juste avant les européennes. Ils ont retrouvé dans ce camp leurs anciens camarades de la branche « Europe Écologie » d'EELV, au premier rang desquels, Daniel Cohn-Bendit.

La porosité entre ces mondes touche, au-delà des responsables politiques, l'électorat lui-même : aux européennes, 15 % des personnes ayant voté pour le candidat Emmanuel Macron en 2017 ont mis dans l'urne un bulletin EELV. La formation écolo ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. Persuadée qu'elle finira par attirer les « déçus du macronisme » en 2022, elle voudrait aussi séduire les sympathisants de la gauche modérée hérissée par le style de Jean-Luc Mélenchon, voire même l'électorat de la droite sociale heurté par les excès de privatisations (d'aéroport de Paris ou de la Française des Jeux) ou d'autoritarisme (la répression des gilets jaunes par exemple) du pouvoir. D'où la prudence de sioux d'un Yannick Jadot qui déclarait, en octobre dans Le Monde, lors d'une interview croisée avec Robert Habeck, dirigeant des Verts allemands, n'avoir jamais « considéré [qu'EELV] était un parti d'opposition », mais un « parti de proposition ».

Le même combat, combat mortel ?

Alors, LREM et EELV, même combat ? Les choses sont cependant loin d'être si tranchées. Notamment parce que les deux formations doivent faire avec des vents contraires au sein même de leurs organisations respectives. Pour LREM, sa « droitisation » accélérée et destinée à achever son OPA sur Les Républicains n'est pas sans risque. Elle pourrait en effet conduire Emmanuel Macron à s'aliéner son « aile gauche ». Le débat sur l'immigration ouvert par la majorité à l'automne 2019 pour faire un contre-feux à une réforme des retraites à haut risque, comme la publication, en octobre, d'une interview du chef de l'Etat dans l'hebdomadaire d'extrême droite Valeurs actuelles (une première) ont pu choquer nombre de ses électeurs venus de la social-démocratie.

Quant à EELV, sa « mue » centriste est loin de s'opérer sans résistance. Pendant la campagne des européennes, des voix se sont élevées, à l'intérieur comme au-dehors du parti, pour



dénoncer les propos jugés trop libéraux de la tête de liste écologiste. Le congrès qui a eu lieu fin novembre a aussi montré que la « ligne » de Yannick Jadot devait aussi faire avec une base militante dont une bonne partie estime que l'écologie doit se réancrer clairement à gauche. « Nous voulons être centraux, pas centristes ! », répète, comme pour opérer une synthèse, Julien Bayou, le nouveau secrétaire national venu des mouvements de jeunesse contre le mal-logement des années 2000.

Pendant des mois, l'ancien secrétaire national, David Cormand, n'a cessé lui aussi de nager à contre-courant de la ligne jadotiste. Dans une interview au site Le Vent Se Lève, David Cormand affirmait, comme un rappel à ses propres troupes, qu'« il n'y [avait] pas de compromis possible avec le capitalisme ». Une affirmation que tend à prouver le vote unanime des eurodéputés écologistes français contre les accords de libre-échange. Une prise de position qui les éloigne fondamentalement de la politique macroniste.

D'un point de vue plus tactique, les Verts savent enfin que, sans l'affichage d'une certaine radicalité, ils perdront une partie des jeunes des Marches climat, lesquels attendent des changements systémiques et profonds pour tenter de sauver la planète.

En attendant, EELV a décidé de creuser son sillon aux municipales en présentant des candidatures autonomes dans toutes les villes de plus de 100 000 habitants. C'est le cas à Paris, où le premier tour de la campagne se fera à la fois contre la liste d'union de la gauche d'Anne Hidalgo et contre les macronistes. A Perpignan, face à l'extrême droite, la stratégie consistera à mener une campagne pouvant convaincre la droite républicaine. Quoi qu'il en soit, les écologistes misent leurs espoirs dans les communes où le maire socialiste sortant ne se représente pas. Une première étape pour « remplacer », à terme, une social-démocratie déclinante.

Avant, peut-être, de jouer dans la même cour que La République En Marche en 2022.

Après des études d'art et de sociologie, Pauline Graulle a été journaliste pendant dix ans à l'hebdomadaire Politis. Elle a suivi la rubrique « social », puis la rubrique « politique ». Elle travaille depuis 2018 à Mediapart, où elle couvre l'actualité des gauches françaises.

